

# Les ponts ne sont pas encore coupés entre le PS et sa fédération liégeoise

■ La fronde liégeoise au sein du groupe PS du parlement wallon contre le décret GRD n'aura pas de conséquences.

Analyse Stéphane Tassin

A-t-on, à propos du décret GRD (gestionnaire de réseau de gaz et d'électricité) wallon, entendu le président du PS, Elio Di Rupo ? A-t-on entendu d'autres ténors du parti s'exprimer farouchement contre ce décret ? Certes, le chef de groupe PS au parlement wallon, Pierre-Yves Dermagne, défend encore et toujours l'abstention de la plupart des députés socialistes sur le texte, mais selon lui tout n'est pas à jeter, loin de là.

Pourtant, mercredi sur les deux radios francophones adeptes de l'interview politique et matinale, la Première et Bel RTL, la fédération liégeoise du PS était de sortie et donnait le ton de la journée qui s'annonçait. Sur Bel RTL, le bourgmestre de Liège, Willy Demeyer, pourfendait le décret du ministre Crucke (MR). Le refrain est connu. Liège est seul au monde... en Wallonie. Sur La Première, le ministre Jean-Claude Marcourt évoquait – plus habilement encore – les abominations du décret. On écrit ministre mais c'est surtout le président de toutes les fédérations socialistes de la province de Liège qui s'exprimait.

En fin de journée, au parlement wallon, la messe était dite, le groupe PS décidait de s'abstenir et les cinq députés liégeois de l'arrondissement de Liège (Gérardon, Lenzini, Onkelinx, Morreale et Mottard) votaient contre.

Il faut dire que ce décret GRD est une conséquence directe des recommandations de la Commission Publifin et qu'il intime notamment l'ordre à Resa (GRD liégeois) de quitter le giron de Nethys. Les socialistes dénoncent le coût important (8 millions d'euros) d'une sortie du mastodonte Nethys, parce que les synergies entre les filiales permettent des économies. Les socialistes craignent aussi que ce coût soit répercuté sur la facture du consommateur. Une hypothèse toujours gênante pour un élu, certes, mais qui prend plus d'importance encore à la veille d'échéances électorales.

Les socialistes déplorent encore que le secteur public ne puisse plus prendre la main pour développer d'autres ap-

ports énergétiques comme l'éolien, par exemple. Sauf si le gouvernement wallon lui permet de le faire.

## Des craintes légitimes

Des craintes somme toute fort légitimes mais qui trouvent leurs origines dans un très long laisser-faire. En n'empêchant pas le groupe Nethys de payer très cher ses managers et en laissant s'installer cette politique d'absolue opacité, le message des socialistes est, sur ce sujet, inaudible. D'où l'abstention des élus PS.

En gros, le message était le suivant: "En nous abstenant, nous marquons le fait que nous ne sommes pas d'accord sur tout." En refusant de suivre cette ligne, les cinq élus de l'arrondissement de Liège envoient, selon des sources internes au PS, un très mauvais signal. "Leurs raisons sont les mêmes que les nôtres, pourtant le grand public retient qu'ils veulent défendre Moreau et consorts, ce qui n'est pas le cas." D'autres vont même plus loin: "Leur attitude est purement électoraliste. Ils veulent pouvoir dire, le jour où les tarifs de l'électricité augmenteront à Liège, que c'est de la faute des autres." Des raisons qui ne les mettent pas au ban de leur groupe. Pourquoi ? Parce que mercredi midi, lorsqu'ils se sont réunis dans un restaurant chinois proche du parlement wallon, chacun a pu s'exprimer. Les frondeurs ont annoncé s'en tenir à la ligne définie par la fédération liégeoise du PS. A savoir, le refus pur et simple de ce décret. Sans animosité aucune, les tensions naissantes se sont apaisées. On connaissait la discipline de parti qui force parfois certains parlementaires à voter contre leurs convictions. On découvre, ici, la discipline de fédération.

## Marcourt et Demeyer

Quant aux ténors de la fédération liégeoise que sont Marcourt et Demeyer ? Il nous revient que leurs sorties ne plaisent pas forcément au sein du PS hors Liège. Et l'oreille du président ne leur serait

*“Ce décret porte gravement atteinte aux intérêts des communes liégeoises et de la province de Liège. Cela va générer un certain nombre de catastrophes !”*

**Willy Demeyer (PS)**

Le bourgmestre de Liège s'exprimait le 9 mai sur les antennes de Bel RTL.

plus systématiquement acquise.

Mais rien de bien grave pour l'heure. Ceux qui pensaient voir en cette scission parlementaire le début d'une fracture plus importante entre le PS et sa fédération liégeoise en sont, pour l'heure, toujours pour leurs frais.

Mais que ce genre de choses ne se répète pas trop souvent. A force, tout cela décrédibiliserait un parti qui tente tant bien que mal de se refaire une virginité politique. Si l'actualité ramène chaque semaine d'ici aux élections les noms de Publifin, Nethys, Resa, Moreau et consorts sur le devant de la scène, l'opération "Le retour du cœur" actuellement en cours, brièvement écornée, le 1<sup>er</sup> mai, par le "salope" d'Eric Massin pourrait bien tourner au fiasco en octobre 2018 mais aussi en mai 2019.